

D 220 CHILI: CONFERENCE DE PRESSE DU SECRETAIRE GENERAL  
DE L'EPISCOPAT

A l'issue de la récente assemblée générale de l'épiscopat chilien à Punta de Tralca, Mgr Carlos Camus Larenas, secrétaire général, a donné une conférence de presse dans laquelle il répond aux questions des journalistes.

On notera en particulier le ton dramatique en faveur de la levée des sanctions économiques contre le Chili à la suite de l'annulation, le 25 mars dernier, de la réunion du Club de Paris.

Texte intégral tiré du magnétophone. (Note DIAL)

Santiago, le 11 avril 1975

Question: Nous faisons dernièrement la réflexion que l'assemblée de la Conférence épiscopale de l'année dernière avait eu un caractère plus mobilisateur, une répercussion nationale et internationale plus grande, avec la fameuse déclaration du 24 avril (1). Cette année, l'assemblée est passée presque inaperçue. Pourquoi cette différence?

Mgr Camus

Je ne pense pas qu'elle soit passée inaperçue. C'est plutôt vous, les journalistes, qui ne vous en êtes pas préoccupé alors que l'année dernière vous aviez été plus pressés d'y venir. Nous tenons notre assemblée toujours au même endroit et nous n'assurons pas notre propre publicité. L'an dernier, il y avait naturellement un certain nombre de problèmes brûlants; cette année les choses ont été analysées, disons plus sereinement, plus tranquillement et, j'ajouterais, plus en profondeur.

Question: Quels ont été les sujets abordés?

Mgr Camus

La Conférence a été divisée en trois parties. La première portait sur l'évaluation, l'étude de la réalité du pays pour préciser la position de l'Eglise du point de vue de l'évangile et du point de vue pastoral. La deuxième partie, la plus longue, la plus travaillée et à laquelle ont pris part quelques prêtres invités, comportait une révision des priorités pastorales, des orientations qui étaient les nôtres depuis 1968 et que, après sept années et surtout après le Synode de Rome, il nous semblait utile de reconsidérer; cela devait nous amener à définir de nouvelles orientations qui, dans le fond, ne sont pas tellement nouvelles car un certain nombre s'inscrivent dans la perspective des précédentes;

ce travail a duré deux jours et demi. La troisième partie était consacrée à l'élaboration de documents et à l'étude d'un certain nombre de problèmes internes de la vie de l'Eglise, ceux que nous classons sous la rubrique "sujets divers", c'est-à-dire les mille et une choses parfois minimes mais toujours importantes, comme par exemple la question des rapports avec le CELAM (Conseil épiscopal latino-américain) ou celui des organisations d'Eglise. Le programme était très chargé, avec une variété de sujets difficile à détailler. Mais je vous ai donné l'articulation générale.

Question: D'après ce que vous venez de dire sur le point de vue de l'Eglise, quelle a été la position des participants sur la situation actuelle de notre pays?

Mgr Camus

L'assemblée s'est beaucoup préoccupée de la situation économique. Nous ne sommes pas des économistes, mais des pasteurs, et à ce titre, nous sommes soucieux des conséquences morales de l'ensemble du problème: ce que signifie le chômage, la pauvreté, le cas des enfants qui vont demander l'aumône dans les rues, l'augmentation du vice en raison précisément de la situation économique; l'aggravation de la situation dans le Norte Chico à cause du tremblement de terre dont vous savez le peu de cas qu'on en a fait et qui a été bien plus grave qu'on ne le croyait; les secteurs de pauvreté extrême qui ont été signalés dans des études techniques, et dont on vérifie concrètement la réalité à travers ce qui se passe dans les paroisses; l'organisation conséquente de systèmes d'aide fraternelle ainsi que la mise à l'étude d'une aide de plus grande envergure. Voilà ce qui a été abordé sur le sujet.

Question: Un problème est actuellement discuté en Allemagne: le président Pinochet a déclaré à Punta Arenas que tous les prisonniers politiques seront libérés dans la mesure où des pays les accepteront... Quelle est la position de l'Eglise sur le problème des prisonniers politiques du pays?

Mgr Camus

Il est évident que l'expulsion du pays est un problème grave, surtout pour ceux qui n'ont professionnellement aucune qualification technique ni la capacité de s'insérer dans la vie d'autres pays, non seulement à cause de la langue mais aussi de l'éducation ou de l'âge, et qui ne trouvent pas de travail. Cela provoque très souvent des séparations familiales, des divisions. Du point de vue de l'Eglise et du point de vue moral c'est un problème très grave qui est l'objet de notre préoccupation constante. Il y a sur le plan mondial un service en pleine expansion, c'est celui des migrations. En Europe il y a le cas de ceux qui, pour des raisons économiques, quittent l'Espagne, la Grèce, l'Italie et la Yougoslavie pour aller chercher du travail dans le nord de l'Europe; le déracinement de leur pays et la séparation d'avec leurs familles causent des problèmes sérieux, y compris pour l'assistance spirituelle. Mais chez nous, le cas est encore plus grave car ils s'en vont beaucoup plus loin et sans aucune préparation, obligés de sortir du jour au lendemain, et donc aux prises avec des situations très difficiles... Le chilien est un amoureux de son pays natal, même s'il est un peu "girovague". Quand

il est obligé de s'en aller sans sa famille et qu'il n'a pas reçu de formation préalable, c'est pour lui un problème moral grave. C'est pourquoi le Comité pour la Paix a essayé d'aider ceux qui veulent partir; à ceux qui, dans la mesure du possible, peuvent rester, il recommande de ne pas quitter le pays. Car il ne suffit pas de résoudre le problème économique ou celui de la liberté; il faut également tenir compte du contexte familial car c'est un problème sérieux.

Question: Est-il possible à l'Eglise de faire des démarches auprès du gouvernement pour permettre à un certain nombre de prisonniers de rester dans le pays?

Mgr Camus

Le dialogue, il existe en permanence. Mais la décision ne relève pas de l'Eglise.

Question: Vous avez dit que cette année vous vous êtes attachés à la situation économique, mais que l'année dernière, si je me souviens bien, la question avait essentiellement porté sur le climat d'insécurité et de terreur au Chili. Pensez-vous que, depuis, la situation ait évolué?

Mgr Camus

Partiellement, oui. Mais je ne suis pas satisfait, car j'estime que la situation pourrait être améliorée davantage. On dit que de nouvelles mesures vont être prises en ce sens. Je crois qu'elles aideraient aussi beaucoup à corriger l'image du Chili à l'étranger et à résoudre de nombreux problèmes.

Question: En ce qui concerne le problème économique, on sait qu'il existe un certain nombre de cantines populaires d'entraide fraternelle (2). Je voudrais savoir quelle est la portée de cette aide, combien de personnes sont actuellement assistées, en particulier dans la province de Santiago où, semble-t-il, on trouve le plus grand nombre d'assistés.

Mgr Camus

Je n'ai pas les chiffres exacts, car tous les jours naissent de nouvelles cantines. Quand nous nous sommes réunis à Punta de Tralca, il y avait à Santiago plus de cent cantines d'enfants. A l'heure actuelle, il doit y en avoir davantage car c'est une initiative qui fait tache d'huile. Il s'en crée dans chaque paroisse, dans chaque quartier de banlieue et parfois on découvre leur existence après plusieurs jours ou plusieurs mois de fonctionnement. Les initiatives surgissent ici et là, et même dans toutes les autres provinces.

Question: Est-ce uniquement pour les enfants, ou aussi pour les adultes?

Mgr Camus

Au départ, c'était pour les enfants qui ne vont pas en classe, c'est-à-dire ceux de deux à cinq ans qui ne bénéficiaient pas de l'alimentation scolaire et qui sont à l'âge critique de la croissance où une déficience alimentaire risque d'être très lourde de conséquences. Mais en fait il vient de tout, parce qu'il est possible de manger quelque chose,

un petit supplément... Les petits enfants viennent accompagnés des plus grands et parfois des mamans; elles aident à préparer et en profitent donc aussi. Cela a pris des proportions imprévues au départ. Primitivement, c'était destiné aux enfants, et en fait beaucoup d'autres personnes en profitent.

Question: En ce qui concerne le problème économique actuel posé par l'Eglise, pensez-vous que les catholiques font un effort d'unité ou estimez-vous que les chrétiens sont divisés, les uns étant conscients du problème, et les autres, les catholiques traditionnels, restant indifférents?

Mgr Camus

Sans vouloir porter un jugement aussi tranché qui pourrait passer pour une attitude surtout négative, l'Eglise préfère généralement convier plutôt que récriminer. C'est le sens des déclarations du cardinal le jour du Jeudi-saint, quand il a fait appel à la conscience des catholiques, qui sont la grande majorité au Chili, pour qu'ils partagent en ne faisant pas seulement l'aumône pour tranquilliser leur conscience, mais en donnant de leurs biens, c'est-à-dire quelque chose de plus que le superflu, quelque chose qui coûte, qui demande un effort, afin de manifester leur intérêt pour ceux qui sont dans le besoin.

En ce sens, je pense que la situation économique laisse toute liberté: celui qui veut rester égoïste peut le rester. Cela nous oblige à une plus grande prise de conscience quand on voit les dépenses de secteurs minoritaires de la société qui se comportent comme si nous étions en période d'abondance. C'est ce qu'on a vu sur la côte et dans les lieux de distraction, au cours des dernières grandes vacances d'été. Je veux dire par là qu'un certain nombre de gens ne se rendent pas compte, surtout parmi la jeunesse. Il est important de le souligner parce que cette jeunesse a eu une vie facile; parce qu'elle n'a jamais vu la pauvreté de près, elle n'y est pas sensible. Il est donc très important que les jeunes apprennent à connaître les quartiers périphériques, qu'ils s'en approchent, qu'ils entrent en contact pour voir de tout près les besoins. Les jeunes sont toujours généreux. Même s'ils vivent parfois dans un milieu très matérialisé, ils sont toujours capables de grande générosité. C'est pourquoi tout ce qui est occasion de contact entre la jeunesse et la population des quartiers périphériques est toujours extrêmement positif. C'est, je crois, l'occasion d'un éveil de la conscience. Certains restent très égoïstes, mais je pense qu'un certain nombre d'entre eux sont capables de voir et de partager.

Dieu tire toujours un bien d'un mal. La situation a été l'occasion d'un vrai renouveau des organisations charitables qui avaient été quelque peu délaissées. De nombreuses initiatives se sont fait jour. Ce n'est pas l'Eglise qui a organisé cela. C'est plutôt un éveil spontané et c'est une bonne chose, car elle est le signe d'une incomparable richesse d'initiative. A souligner aussi que des paroisses, en particulier du quartier riche, collectent, rassemblent tout ce qu'elles trouvent en vêtements et nourriture et transmettent tout cela aux paroisses des quartiers périphériques. Ainsi, les dons ne sont pas faits de façon paternaliste, mais dans des dispositions d'esprit qui évitent de blesser ou d'offenser. Il est très important que ceux qui font la répartition soient les mêmes que ceux qui sont dans le besoin, car la communauté paroissiale

pauvre est celle qui connaît le mieux les besoins de chacun. En ce sens, la charité progresse, mais nous n'en sommes évidemment qu'au début; il y a encore beaucoup à faire.

Question: La déclaration épiscopale de l'année dernière a été signée par la majorité mais non la totalité des évêques. Ce fait a été interprété comme une possible division des évêques devant la situation du pays. La déclaration de cette année a-t-elle été adoptée à l'unanimité?

Mgr Camus

Il se trouve qu'aucune déclaration n'a été faite. Un document est à l'étude, mais il doit faire l'objet d'un approfondissement. C'est la raison pour laquelle il n'est pas prêt. Les idées de base sont rassemblées; il faut maintenant en assurer la rédaction et discuter les points controversés.

La déclaration de l'année dernière était celle de tout l'épiscopat. Comme d'ordinaire les signatures du président et du secrétaire sont seules nécessaires, on en a conclu par après que certains évêques n'étaient pas d'accord. Il s'agit là d'une interprétation faite en fonction de documents postérieurs et de déclarations personnelles (3). Mais au moment où la déclaration a été rendue publique, c'était la déclaration officielle de l'Eglise catholique du Chili. Elle a été présentée comme telle.

En ce qui concerne la division de l'épiscopat, je pense qu'il faut être très franc, très clair. On la considère parfois à partir de critères politiques. Dans les partis et organisations politiques, une divergence est toujours considérée comme un facteur de division. Dans l'épiscopat l'approche est différente; il est difficile de l'expliquer car elle part d'une perspective de foi et de pastorale. Par exemple, je dois vous dire que c'est dans un très grand climat d'amitié que nous avons travaillé; les prêtres invités peuvent en témoigner. Il y avait beaucoup de cordialité, de fraternité, et cela pour une raison très simple: personne n'était par intérêt personnel, nous étions tous au travail pour un même idéal. En matière de doctrine, c'est-à-dire la doctrine de l'Eglise et les conséquences de l'évangile, il ne peut y avoir divergence car nous avons tous reçu la même formation. Là où il y a divergence - il est normal qu'elle existe et personne ne s'en scandalise - c'est sur l'appréciation de la réalité. Au Chili, tout le monde est habitué à réfléchir et nous avons une culture politique très ancienne, de sorte que même les gens les plus simples et sans beaucoup de formation ont des idées très claires sur la participation politique; il existe des courants d'opinion importants et de grandes différences dans l'appréciation de la réalité. Il serait extraordinaire que 24, ou 30 personnes - car nous sommes 30 en comptant les évêques auxiliaires - que 30 chiliens originaires de diverses régions du Chili se rassemblent et soient tous d'accord. Ce serait très suspect; cela voudrait dire que la liberté n'existe pas. Voilà pourquoi il y a des divergences sur l'appréciation de la réalité, sur l'opportunité de faire telle ou telle déclaration en ce sens, ou sur les conséquences de telle ou telle affirmation et son utilisation. Il ne suffit pas de savoir ce que l'on va dire; il faut aussi essayer de savoir comment cela va être interprété ensuite. C'est là un problème que vous, journalistes, connaissez très bien.

(3) par exemple les déclarations de Mgr Tagle en faveur du gouvernement: cf document DIAL D 200 (N.d.T.)

Il est donc normal qu'il y ait divergence sur un tel sujet. Mais je fais la différence entre divergence et division. Ce sont deux choses parfaitement distinctes.

Question: Ne pensez-vous pas cependant qu'une telle attitude puisse devenir une source supplémentaire de confusion chez les fidèles?

Mgr Camus

Oui. Et c'est précisément pourquoi nous en parlons. Quand on a des responsabilités et qu'on donne publiquement son avis sur quelque chose, il faut se dire qu'il ne s'agit pas seulement d'une opinion personnelle mais que cela a des répercussions, en raison du rôle joué par un évêque. Aujourd'hui, à l'heure où les communications se sont énormément développées, ce n'est plus comme autrefois quand quelqu'un prenait la parole et que ce qu'il disait n'était entendu qu'à quelques kilomètres à la ronde. Ce que quelqu'un dit aujourd'hui quelque part sur la terre est immédiatement répercuté dans le monde entier. Il faut donc parvenir à un minimum de convergence sur l'essentiel. S'il y a divergence, voire désaccord profond, eh bien! que chacun le garde pour soi, ou pour ses amis intimes. Mais qu'on ne provoque pas de nouvelles confusions (en l'étalant au grand jour), car c'est cela qui est dommageable, très dommageable et qui prête le flanc aux manoeuvres.

Question: Monseigneur, quels sont les faits qui causent le plus de divergences entre les fidèles de l'Eglise du Chili ?

Mgr Camus

Quels faits? Je crois que c'est l'approche globale, l'appréciation de la réalité. C'est de cet ordre, par exemple: la situation est meilleure ou pire qu'avant; elle favorise ou défavorise la vie chrétienne; la haine diminue ou augmente; nous allons vers une issue heureuse ou vers le pire.

Le regard d'ensemble dépend un peu de l'appréciation de chacun, de la formation reçue, des circonstances où chacun vit. Celui qui, par exemple, vit en milieu intellectuel ou travaille à l'université, sera très marqué par le problème idéologique. Pour celui qui vit en milieu ouvrier, le souci premier est l'aspect économique immédiat. Celui qui vit dans les classes sociales aisées est plus sensible aux critiques entendues habituellement dans ce secteur social. On est influencé par le milieu dans lequel on vit; je ne dis pas qu'on est déterminé, car ce serait nier la liberté de l'homme; mais on est influencé par les opinions qui courent dans le milieu dès que trois ou quatre personnes tiennent conversation. Vous savez qu'au Chili, à l'occasion de n'importe quelle fête de famille, des groupes de six ou sept se constituent et que la discussion s'ouvre aussitôt. C'est la même chose avec les évêques, dans une ambiance beaucoup plus fraternelle, avec la référence commune qu'est l'évangile, le même pour tous, et avec les différences normales existant entre gens qui ont leur autonomie de pensée. Sur ce point, nous sommes bien plus démocratiques qu'on ne le croit habituellement. On dit que l'Eglise a une doctrine, des dogmes, et qu'à cause de cela nous sommes tous obligés de penser la même chose. Ce n'est pas vrai. Sur l'essentiel qui est Jésus-Christ, nous pensons évidemment tous la même chose. Mais pour l'appréciation des réalités, chacun est libre d'avoir son opinion et de se faire son propre jugement.

Question: Un des sujets abordés était "l'évaluation de la réalité du pays et la position de l'Eglise". Quelle est cette position?

Mgr Camus

Elle ressort des orientations pastorales dont je vous donne ici les cinq points clés. Le premier: faire en sorte que l'Eglise, animée de l'esprit de Jésus-Christ, détachée de tout pouvoir, ouverte aux hommes et solidaire avec les pauvres et ceux qui souffrent, vive de l'évangile et de l'amour de tous les hommes. Voilà la perspective générale qui comporte une série de conséquences pratiques.

Le second point concerne la formation d'un personnel apostolique capable de susciter des communautés et d'évangéliser son milieu de vie. On a constaté que l'une des principales carences était le manque de formation sérieuse des militants chrétiens (par exemple former des leaders ouvriers, paysans, étudiants; des animateurs de communautés chrétiennes sans prêtre, des laïcs, des diacres, des religieuses qui vont travailler en quartiers populaires, etc.). Cette ligne pastorale va être l'objet d'un soin tout spécial.

Le troisième point: porter une attention particulière à la jeunesse. Nous avons commis une erreur en négligeant la jeunesse, vers 1967, quand la priorité a été donnée aux adultes. Nous pensions que l'adulte était un homme plus engagé et que donc il avait davantage de responsabilités. Si le jeune a apparemment moins de responsabilités concrètes pour le moment, il se trouve néanmoins à l'âge le plus réceptif et à l'époque de plus grande générosité. C'est un investissement à long terme, mais très intéressant, que de former la personnalité chrétienne d'un jeune: c'est avoir ensuite un chrétien pour le reste de la vie. Nous allons donc insister en ce sens. D'ailleurs, il s'est produit un phénomène curieux. Les jeunes que nous avons négligés se sont spontanément organisés et ainsi sont nés de nombreux groupes isolés, sans prêtre, sans aumônier, qui cherchent à vivre l'évangile à leur manière, pour les uns à la hippie, comme Jésus Super-star, pour les autres à la mode politique, en le confondant avec Che Guevara... Les jeunes recherchent le Christ selon leurs goûts, mais au fond ils ont faim de Dieu. Nous nous sommes donc proposés de soutenir ce mouvement, de le stimuler, sans retirer l'initiative aux jeunes, ce qui est très important. Nous pensons, comme le pape, que les meilleurs apôtres de la jeunesse sont les jeunes eux-mêmes. Mais il faut leur en donner les moyens; qui dit moyen, dit doctrine, spiritualité, attention, service, facilités, autrement dit un appui. Voilà le troisième point.

Le quatrième consiste à réaffirmer la doctrine de l'Eglise, en particulier son enseignement social, pour donner une inspiration évangélique à la vie de la société. Nous avons déjà, pour cela, édité des tracts. Nous allons sortir davantage de choses encore, surtout des choses accessibles, comme par exemple un texte du secondaire sur l'enseignement social de l'Eglise, sur l'humanisme chrétien. Nous avons constaté une grande ignorance sur le sujet. Bien des gens ont passé leur jeunesse sans recevoir aucune formation; c'est pour cela qu'ils suivent l'opinion de catholiques qui ignorent totalement ce qu'a dit l'Eglise au cours des vingt dernières années et qui ont adopté des positions anti-chrétiennes, en particulier en philosophie économique et dans les com-

portements sociaux. Nous voulons réaffirmer l'enseignement de l'Eglise de façon autorisée, car beaucoup parlent au nom de l'Eglise sans connaissance et sans autorité. Nous allons sortir des publications officielles qui expriment la pensée officielle de l'Eglise: les documents pontificaux; ceux du Concile qui sont très peu connus, dont certaines personnes citent des extraits et se font traiter de communistes, alors que c'est la parole officielle de l'Eglise; les documents de Medellin; les textes du dernier Synode de Rome; bref toute la doctrine de l'Eglise qui est si peu connue et que nous allons présenter de nouveau.

Enfin, une chose qui vous intéresse beaucoup, vous les journalistes, c'est le renforcement de la présence de l'Eglise dans les moyens de communication sociale. Cela ne sert à rien de s'occuper des chrétiens qui vont à la messe si l'immense majorité des chiliens qui sont catholiques ne pratiquent pas, pour diverses raisons. La seule manière de parvenir jusqu'à eux est de passer par les moyens de communication sociale. Nous allons faire effort en ce sens. Cela ne dépend pas que de nous, car vous savez bien que cela coûte cher. On arrive souvent à obtenir des journalistes, par amitié, qu'ils passent une information, mais très souvent ils ne la donnent pas en totalité comme nous le voudrions. C'est pourquoi nous allons organiser notre propre système de communication pour éviter la déformation de nos informations et pour avoir un porte-parole officiel de l'Eglise, car il arrive très souvent qu'un prêtre donne un avis qui ne reflète nullement la position de l'Eglise et que les gens prennent pour son expression.

Question: Monseigneur, les collègues journalistes vous ont interrogé sur les divergences entre évêques. Je voudrais vous demander s'il existe des divergences entre le clergé et l'épiscopat, comme en Espagne par exemple.

Mgr Camus

Je crois qu'il y en a moins actuellement qu'auparavant. Il y a eu une époque où s'est produite une crise de générations, un peu avant le Concile. Puis, pendant le Concile, il y a eu un changement d'écclésiologie. Bien des personnes en sont restées à la formation antérieure et ne se sont pas adaptées, ce qui a causé des difficultés. Aujourd'hui, cependant, les difficultés sont moindres et elles ont tendance à diminuer. Nous organisons des cours de perfectionnement, l'aggiornamento comme disent les italiens, et cela nous permet de mieux comprendre les changements, de voir qu'ils ne sont pas une mode mais un approfondissement de la doctrine la plus traditionnelle de l'Eglise. C'est ainsi qu'en lisant les Pères de l'Eglise et des textes plus anciens que ceux du siècle dernier, on retrouve des perspectives oubliées et on constate que les changements sont en fait un retour aux sources. C'est pourquoi je pense qu'aujourd'hui il y a davantage d'unité entre le clergé et nous. Je ne sais si c'est le cas en Espagne, car je ne connais pas suffisamment ce pays pour pouvoir donner un avis.

(Courte digression sur l'Espagne à partir d'une question d'un journaliste. N.d.T.)

Question: Il y a eu plus d'unité entre clergé et épiscopat avec les départs de prêtres après le 11 septembre 1973... (question inintelligible au magnétophone).

Mgr Camus

C'est sûr. Il en est parti un peu plus de 70, je crois, c'est-à-dire pas autant qu'on l'a dit. C'est sûr, mais je pense aussi qu'il y a eu davantage de réflexion. Au début, c'était comme une fascination: les idées nouvelles, des déclarations à profusion, les gens désorientés. Cela s'est produit pour tout le monde, pas seulement les prêtres mais aussi les sociologues, les psychologues, les responsables syndicaux. Maintenant le temps est venu de penser davantage, de réfléchir en profondeur; les choses sont analysées avec plus de tranquillité. Pour nous-mêmes, notre discussion a surtout porté sur des problèmes de fond.

Le texte que nous allons publier sera un document de réflexion sérieuse sur la position de l'Eglise en matière économique et sociale, c'est-à-dire en matière hautement politique. Il importe ici de faire les distinctions nécessaires, car on a souvent dit de l'Eglise qu'elle s'immisçait dans la politique. Si, par politique, nous entendons la préoccupation de l'homme vivant en société, il est évident que cette tâche relève de l'Eglise; celle-ci ne peut se désintéresser de l'homme et de la société formée par les hommes. Mais si, par politique, on entend la politiciaille, les tractations de couloir, les intrigues et autres choses terre-à-terre, cela n'est pas le rôle de l'Eglise. Il y a souvent cependant une grande confusion. Si l'Eglise ne parlait pas de ce qui a trait à la morale, elle resterait enfermée dans ses sacristies; ce serait une Eglise qui oublierait que le Christ est venu dans le monde et qu'il a partagé la vie des hommes.

Certains refusent parfois à l'Eglise de parler de ce qu'elle ne connaît pas. Les économistes déclarent qu'elle ne peut parler de questions économiques et sociales parce qu'elle n'est pas spécialiste en économie. Les médecins déclarent qu'elle ne peut parler de questions médicales parce qu'elle n'est pas spécialiste en médecine. Mais nous déclarons, nous, que le problème des salaires, par exemple, n'est pas seulement d'ordre économique mais aussi moral; que les problèmes de l'avortement, de la limitation des naissances n'est pas seulement d'ordre médical mais aussi moral. L'Eglise doit parler de tout cela, dans la mesure où la morale est concernée, en le faisant évidemment du point de vue de l'Eglise. Certains voudraient que l'Eglise se contente de parler latin, de baptiser sans plus, et de n'aborder aucun sujet brûlant. Ce serait pour nous plus facile, mais je crois que ce serait une lâcheté impardonnable.

Question: Quelle est la position de l'Eglise sur la question des droits de l'homme dont on parle tant actuellement?

Mgr Camus

La position de l'Eglise du Chili est la même que celle de l'Eglise universelle. Lors du dernier Synode de Rome, un message sur les droits de l'homme a été adressé au monde par le pape et tous les évêques présents. L'Eglise prend la défense de l'homme; par exemple, elle est toujours opposée à la vengeance, elle rappelle que la fin ne justifie jamais les moyens.

Pour revenir à l'avortement et à la stérilisation, je pense que des crimes abominables sont commis et qu'il y a un manque absolu de respect envers les femmes, vous les femmes journalistes, en cette Année de la

femme... Les droits de la femme ne sont pas seulement le droit à la vie mais aussi à la transmission de la vie; on pratique très souvent la stérilisation pour des raisons économiques, parfois même sans consulter l'intéressée ou à la suite de pressions telles qu'il y a finalement manque de respect. Au moment où on nous parle de la femme-objet, on assiste curieusement aux Etats-Unis à la réduction des familles et à la mise en place d'institutions qui importent des femmes enceintes et vendent des enfants adoptifs. Si l'Eglise ne parle pas de ces choses aussi inhumaines, c'est qu'elle vit dans les nuages. Bien des gens voudraient voir l'Eglise dans les nuages pour qu'on ne touche pas à leur porte-monnaie. Nous ne ferons pas leur jeu.

Question: Sur le terrain concret et actuel du Chili, estimez-vous qu'il y a du nouveau dans la question des droits de l'homme depuis un an, c'est-à-dire depuis la dernière déclaration de l'épiscopat?

Mgr Camus

Oui, je crois qu'il y a eu du changement. Mais voilà le problème: ce qu'on peut dire est utilisé de façon excessivement partisane par les journalistes; et ici je vous prends à partie, ou du moins les journaux auxquels vous faites parvenir vos informations. J'ai constaté à l'étranger une déformation des nouvelles vraiment impressionnante. C'est pour cela que maintenant on prend des précautions pour parler; quand une nouvelle est déformée et exagérée, on ne sait plus finalement quelles conséquences elle va avoir.

A l'heure où nous connaissons une situation économique si dure, si difficile et accompagnée de tant de misère pour le peuple, tout préjudice économique porté aux crédits du Chili, tout report des crédits du Club de Paris ou des Etats-Unis signifient fondamentalement une famine plus grande dans le peuple - même si, dans l'esprit de certains, il ne s'agit que d'une pression politique sur le gouvernement ou d'une mesure de rétorsion.

Je me rappelle que lors de notre assemblée épiscopale de La Serena, il y a quelques années, nous avons reçu une communication des évêques de Cuba dans laquelle ils nous demandaient d'intervenir pour la suppression du blocus de Cuba à cause de la famine qui sévissait alors dans le peuple. A l'époque nous avons fait une pétition, et cela ne voulait pas dire que nous étions d'accord avec le système politique du gouvernement de Cuba. Nous ne nous sommes pas immiscé dans cette question, mais nous avons simplement déclaré que le blocus de Cuba, à l'égal du blocus de l'Espagne dans la période d'après-guerre, représentait dans le fond la famine pour un très grand nombre d'innocents.

On n'obtient rien avec ce genre de pressions; on ne punit pas un gouvernement par de tels agissements. Les politiciens peuvent en discuter, mais pour ma part, je pense que les gouvernements se durcissent encore plus et y trouvent une justification supplémentaire. Le blocus, c'est la condamnation des innocents et des plus pauvres.

Question: Cela veut-il dire que l'Eglise estime jusqu'à un certain point que le Chili est l'objet d'un blocus?

Mgr Camus

Oui. Les informations qui nous parviennent sont claires. Je ne peux me faire une opinion que par les informations que vous nous donnez. Il semble que oui. Si en son temps nous avons demandé que soit levé le blocus de Cuba, à combien plus forte raison alors le demandons-nous aujourd'hui pour notre peuple! Nous sommes extrêmement soucieux de ce que, par suite d'une aide économique déficiente - en ce domaine vous pouvez faire beaucoup, et je m'adresse ici spécialement aux correspondants étrangers - la situation du peuple soit celle de la famine et de l'angoisse. Se servir de la famine comme instrument pour la révolution ou la guerre civile, cela n'est pas permis. Il n'est pas permis de se servir d'un moyen mauvais, d'un moyen aussi violent que la famine pour une fin d'ordre politique. Même sil'on est convaincu de la justesse de sa cause, cela n'est moralement pas permis. L'année dernière, nous ne sommes pas entrés en contact, sous quelque motif que ce soit, avec les évêques des Etats-Unis et du Canada pour leur demander que leurs organismes ou les chrétiens présents dans les organismes politiques ou économiques de leurs gouvernements respectifs appliquent des sanctions économiques contre le Chili. Nous savons bien que cela signifie la famine pour le peuple. Personne n'a le droit de faire cela. Ce n'est pas juste. Vous connaissez très bien la situation. Elle n'a jamais été aussi difficile pour nous. On ne peut pas l'aggraver davantage encore.

La responsabilité de la répartition des fonds d'aide incombe aux économistes. A eux de décider de la manière la plus adéquate de les appliquer. Pour notre part, nous nous réservons la possibilité de dire si cet argent ne sert pas à aider vraiment les plus pauvres. Quand une politique économique nous semble ne pas être la plus juste, nous avons l'obligation de le dire. Mais couper l'aide économique au Chili à l'heure actuelle n'est pas une mesure économique contre le gouvernement; c'est une mesure contre le peuple. Et cela, il faut le dire très fort. Si nous faisons une déclaration qui sera ensuite utilisée comme moyen de pression économique, nous causerions là, nous semble-t-il, un tort immense .

Question: Vous avez dit tout à l'heure qu'un dialogue constant existait avec le gouvernement. A la suite de votre réunion de Punta de Tralca, est-ce que ce dialogue concerne de préférence le problème économique ou celui des droits de l'homme?

Mgr Camus

Tous les problèmes, au fur et à mesure qu'ils se présentent.

Question: Avec telle ou telle nuance?

Mgr Camus

Cela dépend avec qui on parle. Si vous parlez avec le ministre des Finances, ce qui l'intéresse ce sont les problèmes économiques...

Question: Mais pour l'Eglise?

Mgr Camus

Vous savez, le problème économique concerne davantage de gens. Il est beaucoup plus vaste et a plus de répercussions puisqu'il touche 80% des

chiliens. Par contre, le problème des détenus et des prisons ou le problème politique ne touche qu'un nombre plus restreint de gens. Il est évident que lorsqu'un tel problème se pose, c'est une affaire plus directe. Mais demander lequel est le plus important, c'est comme si vous demandiez quelle jambe est la plus forte pour marcher. Tout se tient. La situation économique dépend de la situation politique et réciproquement. On ne peut soulever un problème sans les autres. Pour notre part, nous les abordons. C'est très important, non pas tant du point de vue politique que moral. Ici, nous sommes dans nos droits et devoirs. Si nous ne portions ce souci, nous serions vraiment angéliques au mauvais sens du mot.

Question: (sur le travail de l'Eglise dans les camps de détenus...) (Déclarations incomplètes à partir de cet instant, par suite de défauts d'enregistrement).

Mgr Camus

Oui. Je crois que l'Eglise a fourni un grand effort, au début très désordonné et actuellement mieux organisé. Il y a un nombre important de gens qui ont bénéficié d'aide sous toutes les formes, y compris le billet d'avion pour certains.

Question: Les évêques sont-ils conscients de la tactique du MIR consistant à les maintenir en éveil par une abondance de cas à résoudre et qui souvent ne sont pas réels?

Mgr Camus: Il est possible qu'il y ait eu des abus, mais cela ne représente qu'une proportion minime. La plupart des problèmes sont réels et les gens qui viennent nous solliciter sont à la recherche d'un fils disparu.

Question: Le parti démocrate-chrétien vient de faire une réunion clandestine au terme de laquelle il a qualifié l'actuel gouvernement de dictature intolérable. Etes-vous d'accord avec cette opinion? Avez-vous participé à la réunion, ou avez-vous été invité?

Mgr Camus: Première nouvelle.

Question: Qu'en pensez-vous?

Mgr Camus: C'est une opinion politique qui n'est pas de mon ressort.

Question: Etes-vous au courant des six personnes réfugiées à la Nonciature. Cela provoque-t-il un problème entre le gouvernement et l'Eglise?

Mgr Camus: J'ai été informé de cela par vos journaux. Cela regarde directement le Nonce. Pour ma part, je n'ai pas été en visite à la Nonciature. C'est un problème délicat car le Saint-Siège ne possède pas de territoire et a besoin de l'autorisation d'autres Etats pour les transférer.

Question: Avez-vous parlé de la restitution de l'Université catholique à l'Eglise?

Mgr Camus: Le sujet est à l'étude. Mais le règlement du problème est lent car il est lié à la situation de toutes les Universités et au contexte général du pays. Il est évident que dans le cas de l'Université catholique, l'Eglise a intérêt à la conserver.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 140F - Etranger 150F (avion: tarif spécial)  
Directeur de la Publication: Charles ANTOINE  
Imprimerie: DIAL, 170, Bd du Montparnasse, 75014 Paris